FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 119 50 F

15 au 30 octobre 2001

► DOSSIER : **Intelligence américaine (3)** (p.1-2-6)

► POLITIQUE : (p.3-4)

► LOBBIES : (p.5)

► POLITIQUE : **L'attentat de Toulouse** (p.7)

► ETRANGER : (p.8)

► ECONOMIE : (p.9)

► KIOSQUE : (p. 10-11)

► POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Adelr A. p.10
Badinter R.........p.7
Bauer A............p.5
Bayrou F. p.3
Becker R. p.3
Ben Laden O.p.3/7/9
Böcklin A.........p.11
Boutin C............p.3
Brasillach R. ...p.12
Brzezinski Z. p.8
Buffet M.-G......p.3
Bush G.W.........p.11
Carter J. p.8
Chaban-Delmas J.p.4
Chirac J..........p.3/4
Céline L.-F......p.12
Delanoë B.........p.4
Donner C. p.4
Douste-Blazy P.p.7
Fini G................p.8
Gates B. p.9
Gates R. p.8
Gayssot J.-C. p.9
Hamsun K........p.11
Hernu P. p.4
Hitler A. p.11
Jacquard R. p.7
Jolie A. p.8
Jospin L. p.3/4/7
Juppé A.............p.4
Klarsfeld S.........p.3
Lalonde B. p.4/7
Lanzmann C. ..p.12
Léotaud P. p.11
Lepage C...........p.7
Le Pen J.-M. p.3
Mabire J. p.10
Maurras C. p.12
Mégret B...........p.3
Mitterand G. p.7
Mordrel O. p.10
Mosca B..........p.10
Noir M. p.10
Peres S. p.8
Pétain P. p.3
Pires R. p.12
Sapin M. p.9
Sharon A......p.8/12
Stockhausen K.p.12
Vaillant D..........p.3
Vial P...............p.10
Zidane Z. p.12

DOSSIER INTELLIGENCE AMERICAINE (3)

Afin de conserver sa suprématie mondiale, les Etats-Unis, frappés pour la première fois sur leur propre sol, s'engagent dans une nouvelle « croisade des démocraties », opposant sommairement le « bien » au « mal ». Mais, en réalité, derrière ces palinodies politiques, c'est d'abord la machine de guerre économique américaine qui est à l'œuvre, dans le seul but de préserver le niveau de vie de ses ressortissants et les très hauts revenus de ses industriels qui occupent les places majeures de la nouvelle administration américaine. De là le recours à de nouvelles techniques de manipulation des masses, notamment via l'« intelligence » américaine, c'est-à-dire les services secrets alliés aux directions des groupes industriels, (cf *F&D* 117 et 118), mais également par le biais de diverses associations parfois inconscientes du rôle qu'on leur fait jouer, sans doute comme Transparency International, aux moyens colossaux.

7) La mise en place du renseignement économique par la CIA

On peut dater de 1994 le virage du renseignement américain de l'action militaro-politique vers l'action économico-commerciale. Cette année-là, dans *A National Security Strategy of Engagement and Enlargement*, le président **Bill Clinton** exposait pour la première fois en détail ce que son administration attendait désormais des services de renseignement : « L'appareil du renseignement doit suivre l'évolution de la situation politique, économique, sociale et militaire dans les parties du monde où les intérêts américains sont le plus engagés et où la collecte d'informations de sources ouverte est inadéquate. Le renseignement économique jouera un rôle de plus en plus important pour aider les décideurs à comprendre les tendances économiques. Il peut appuyer les négociateurs américains et contribuer à rendre plus équitable les règles du jeu en repérant les menaces que les services de renseignement étrangers et les pratiques commerciales déloyales font peser sur les entreprises américaines. »

Ce processus avait toutefois été discrètement amorcé semble-t-il dès la fin des années 80 si l'on en croit **Robert Dreyfuss** (*Des Hommes d'affaires au service de la CIA*, *Courrier International*, 12 mars 1998). Ce dernier indique que, sous l'impulsion de **William Casey**, la CIA avait discrètement créé une nouvelle division, la National Resources Division (NRD), dont l'une des missions est de nouer des relations avec les dirigeants des entreprises américaines. Elle devait mettre en place un programme Non Official Cover (NOC) dirigé par l'Office of Central Cover, pour qu'une entreprise puisse autoriser la CIA à mettre en poste à l'étranger un agent permanent, qui se fait passer pour le salarié d'une firme de la filiale étrangère de la société, ayant pour mission de recueillir des renseignements d'ordre économique. La CIA utilise la NRD pour obtenir des informations sensibles sur les dirigeants d'entreprises à des fins de contre-espionnage économique. Elle intervient également pour les prévenir quand leurs intérêts sont menacés, mais elle assure ne pas communiquer aux entreprises américaines de secrets qui leur permettraient d'obtenir un avantage concurrentiel par rapport aux sociétés étrangères.

Suite à la déclaration du président Clinton de 1994, le renseignement américain s'engageait sur le sentier de la guerre économique, à côté des agents commerciaux des entreprises qui démarchent les clients. Les services de renseignement ont été chargés de travailler sur la concurrence étrangère dont les représentants sont alors élevés au rang d'ennemis à part entière. par conséquent, ils travaillent offensivement quand ils sont chargés de repérer les occasions de servir les intérêts stratégiques de l'Etat (la CIA établit une distinction entre les renseignements utilisés pour informer les responsables de l'action gouvernementale et ceux utilisés pour influer sur les événements au niveau des entreprises) et d'en tirer profit, puis défensivement quand ils détectent des menaces qui pèsent sur la sécurité nationale (comme les actes de lobbying international) ou sur la sécurité publique, pour en informer le gouvernement. La CIA, d'après elle, assure

(Suite page 2)


SHOUT
SHARE
IT

DOSSIER

(Suite de la page 1)

sans rire qu'elle ne fait pas d'espionnage contre les firmes étrangères pour tenter de fournir des informations aux sociétés américaines mais simplement tenter de savoir quand des pays amis ont recours à la corruption pour décrocher des contrats devant « normalement » revenir à des entreprises américaines. Il faut savoir qu'afin de se couvrir, le président Clinton devait faire voter une loi criminalisant le versement de pots-de-vin à un ressortissant étranger, le *Foreign Corrupt Practives Act*, dont l'application, c'est là la subtilité de l'affaire, n'est pas limité au sol américain mais déborde les frontières nationales. Le président Clinton devait d'ailleurs demander à la CIA de faire respecter à l'étranger la loi américaine relative à cette « pratique déloyale ».

Ces pratiques s'inscrivent dans l'histoire américaine, qui a toujours utilisé le GATT, le FMI ou la Banque mondiale comme des instruments orientant les échanges internationaux dans un sens qui leur soit favorable. Depuis la doctrine Monroe de 1823, les Américains ont une obsession constante, celle de la porte ouverte, exigeant de tous l'accès à tous les marchés mondiaux. Ce principe, réaffirmé de Wilson à Bush, montre l'efficacité de la conjonction entre une doctrine et les moyens de la faire triompher (voir notamment **N. Chaix**, *Le Renseignement économique : un faux débat*, *Cahiers de la sécurité intérieure*, octobre 1997). La Maison blanche a donc souhaité l'élaboration de nouvelles stratégies en matière de collecte, de production et de diffusion afin que les produits du renseignement américain répondent aux intérêts des industriels. Pour ce faire, il est parfaitement méconnu qu'il a été créé un Centre de patronage, véritable salle de gestion des crises au ministère américain du Commerce doté de spécialistes qui suivent l'avancement de projets géants partout dans le monde, ainsi que les progrès de leurs concurrents, pour l'obtention duquel les entreprises américaines sont en compétition. En l'absence de véritables menaces militaires monolithiques (nous ne parlons pas du terrorisme médiatisé à outrance), la sécurité économique est donc devenue une composante importante de la sécurité nationale. La France ne possède malheureusement pas ce type de culture, la volonté de puissance de la France (gaullienne notamment) s'étant incarné dans la puissance militaire nucléaire.

8) La « Bonne Gouvernance »

Or, comme on l'a vu dans notre précédent n°, Transparency International (TI), fondée comme par hasard en 1995, est une association internationale qui se propose d'éradiquer la corruption dans les transactions internationales, afin d'équilibrer les chances de chacun, ce qui ne peut évidemment favoriser que le plus gros industriel de la planète. Et servir de centrale de renseignements industriels, commerciaux et financiers, en cas d'infiltration par des services secrets. La plupart des personnalités fondatrices, quelle que soit leur nationalité respective, ont accompli soit leur formation professionnelle soit une partie de leur carrière dans des organismes publics ou privés nord-américains. En voici quelques exemples supplémentaires parmi les membres du conseil d'administration : **John Gitongho**, analyste et journaliste kenyan, dirige l'Institut de recherche stratégique africain. Auparavant, il a notamment lancé, via la Fondation Ford, le magazine, *Sareat*. **Ibrahim Seushi**, qui préside TI en Tanzanie est directeur consultant chez Price Waterhouse Coopers pour la Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda, le Ghana, le Nigéria et l'île Maurice. Le Hongrois **Adam Tertak**, associé gérant d'Ernst & Young Hongrie, a effectué ses études aux Etats-Unis (Harvard), appartient à la Chambre de commerce américaine en Hongrie, appartient au Rotary Club de Budapest, etc.

Apparaissent également des personnalités liées aux services de renseignement, comme **Michaël Hershmann** (membre-fondateur qui a disparu depuis lors du CA, sans doute à la suite de révélations du *Monde du renseignement* sur ces multiples casquettes). Cet Américain, ancien fonctionnaire du Département d'Etat, appartient en effet à l'Association of Former Intelligence Officers, qui regroupe des membres anciens ou en service des services de sécurité ou secrets américains, nationalement ou localement. 50 % de ses membres sont des militaires, le reste dépendant de la CIA, du FBI, de la NSA, etc. Hershmann devait fonder le Fairfax Group (agence de renseignements privée représentée en France par la société Audisafe) qui a fusionné en octobre 1997 avec Decision Strategies International, devenant alors la société DSFX, premier groupe mondial « indépendant » de services d'investigations (dont Hershmann est actuellement « chairman »). Sans surprise, la plupart de ses salariés et chefs d'antenne dans le monde sont d'anciens familiers des services de renseignement.

Autre « pointure », **Robert Klitgaard**, également cofondateur de TI. Conseiller en développement économique, cet universitaire renommé est, outre détenteur de la chaire de Développement international et sécurité (financé par la Fondation Ford), doyen, depuis juillet 1997, de l'Ecole supérieur Rand de Santa-Monica, en Californie. La Rand Corporation est une fondation fédérale de 500 salariés et gérant un budget de 700 millions de F annuels, pour établir des rapports dans les domaines de la politique internationale, de la planification de la défense et les ressources humaines (dans sa branche européenne, on relève le nom du socialiste **Pascal Lamy**, commissaire européen, ancien directeur général du Crédit lyonnais). Outre qu'elle délivre des diplômes, elle joue auprès du gouvernement américain un rôle majeur de « think tank » en matière de défense. Ancien consultant auprès de 27 gouvernements différents, de la Maison Blanche et de multiples organisations internationales, Klitgaard apparaît comme l'un des plus importants experts mondiaux en matière de corruption de gouvernement, ayant notamment rédigé *Strategies against corruption*. Moins connu, il apparaît dans la presse spécialisée, comme ayant été sans doute le chef d'antenne de la CIA en Guinée dans les années 80.

A la différence de bon nombre d'ONG, TI tire l'essentiel de ses ressources, énormes, via des institutions gouvernementales comme la banque mondiale, l'US Information Agency, l'USAID, voire des programmes européens ou le ministère français de la Coopération, ainsi que de grandes sociétés comme la Fondation Ford, Arthur Andersen, Boeing, France Telecom, Exxon, General Electric, Raytheon, Motorola, Rockwell, etc. Les trois plus gros donateurs en 1997 ont été l'USAID (13 millions de F), l'Open Society Institute de **George Soros** (même somme) et l'Agence suisse pour le développement et la coopération. En 1998, l'USAID, agence gouvernementale américaine, apporte à elle seule la somme colossale de 62 millions de dollars, soit plus de 400 millions de F. Il s'agit donc d'un financement provenant directement du gouvernement américain, suivi par les industriels de l'aéronautique et de la défense américains, comme par hasard les deux secteurs les plus en pointe contre le reste du monde (concurrence avec Airbus Industries ou Lagardère Group par exemple).

En octobre 1999, TI a publié officiellement, à grand renfort de publicité, son indice de corruption des pays exportateurs, la France arrivant au 7e rang des pays corrupteurs sur les 19 étudiés. Un résultat obtenu parce que la définition de TI de la corruption est particulièrement restrictive, ne visant que les marchés publics d'Etat et non le crime organisé et le blanchiment de l'argent sale, sources pourtant majeures de la pénétration des économies de marché par les organisations criminelles internationales. Après avoir obtenu la signature de la Convention de l'OCDE sur la corruption par 34 pays et sa ratification par 16, TI souhaite maintenant étendre le champ de ces directives aux passations de

(Suite page 6)

POLITIQUE

« Pour améliorer les conditions de vie des femmes musulmanes, il faut éradiquer l'islam et son cortège d'intolérance et de comportements machistes. » Pour cette simple phrase prononcée le 11 décembre 2000 lors d'un conseil municipal à Colmar, **René Becker**, conseiller régional ex-FN d'Alsace et conseiller municipal de cette ville, qui avait émis ce propos lors d'une description des coutumes de l'islam, considérées comme « méprisantes et dégradantes pour la femme », a été condamné le 4 octobre à cinq ans d'inéligibilité, plus publications dans les journaux, pour « provocation à la discrimination raciale ou religieuse » par le tribunal correctionnel de Colmar à la demande de la Ligue des droits de l'homme, de la Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés et la Licra, soutenues par le procureur de la République **Anne-Lise Massa**.

La Cour d'appel de Grenoble a aggravé la peine infligée à un conseiller régional FN, **Georges Theil**, en le condamnant à trois mois de prison avec sursis et 50 000 F d'amendes pour « contestation de crime contre l'humanité » dans un forum de discussion sur *Internet*. En première instance, le 8 mars, il avait été condamné à 20 000 F d'amende.

► *Conduite à gauche* (Denoël) de **Jean-Claude Laumont**, chauffeur durant 25 ans de **Jacques Chirac**, s'est déjà vendu à 80 000 exemplaires depuis sa sortie alors même que les télévisions font le black-out sur cet incroyable ouvrage considéré par le président de la République comme une nouvelle attaque, en sous-main, de **Lionel Jospin**. Il faut dire que l'ancien chauffeur n'y va pas avec le dos de la cuillère quant aux frasques de l'ancien président du RPR, dont on s'étonne qu'il n'ait pas demandé la saisie du livre qu'il eut obtenue à coup sûr. En voici un extrait (parmi d'autres) : « Chirac a eu, jusqu'à l'écœurement, les militantes [du RPR], les secrétaires de l'organisation, toutes celles avec lesquelles il passait cinq minutes affairées au sixième étage du 123, rue de Lille, resdecendant l'œil vif et les chaussettes tirebouchonnées. Je me suis toujours demandé s'il prenait le temps de renfourner, comme il en avait toujours l'habitude, sa chemise dans son slip. Une plaisanterie courait parmi le personnel féminin de la rue de Lille : "Chirac? Trois minutes; douche comprise!" ». Autre précision : avant de passer à la *Corona*, Jacques Chirac buvait deux bouteilles de *Dom Pérignon* par jour, en 1974-1976, à Matignon.

Dans la plus grande discrétion et sans la moindre concertation a été installée, durant l'été dernier, dans le parc des Sources, juste en face de l'*Hôtel du Parc*, où résidait à Vichy le maréchal **Philipe Pétain**, un cénotaphe surmonté d'une stèle d'environ 1,6 m de haut qui reproduit, en beaucoup plus grand et plus visible, le texte d'une plaque qui se trouvait apposée dans le hall du dit hôtel et rappelait le souvenir de la rafle de 6 500 juifs étrangers le 26 août 1942 en zone libre. La stèle est signée de l'association de **Serge Klarsfeld**, Les Fils et filles des déportés juifs de France, et de l'Association cultuelle israélite de Vichy.

► Il suffit de consulter le registre du commerce de Paris pour trouver le domicile du demi-frère d'**Oussama Ben Laden**. Il réside 17 rue Vernet dans le 8e arrondissement. Pour des raisons sans doute compréhensibles le nom a été partiellement effacé de l'interphone.

► Lancement d'une association de « gaullistes de gauche » favorables à la réélection de **Jacques Chirac**, Le Nouveau Siècle, présidée par **Philippe Dechartre** (ancien président de la Fraternelle parlementaire) et regroupant notamment **Evelyne Guilhem**, **Jean-Pierre Camoin**, **Jean-Claude Pasty** ou **Alain Terrenoire**.

► **François de Saint-Blanquat**, directeur de la campagne présidentielle de l'UDF **Christine Boutin**, n'est autre que l'ancien directeur de cabinet de **François Bayrou** (lui aussi candidat) au conseil général des Pyrénées-Atlantiques. Boutin, qui vise en fait 2007, va lancer son propre parti, le Forum des républicains sociaux.

► Le ministre de la Jeunesse et des Sports communiste **Marie-George Buffet** vient d'accorder, via le Fonds national pour le développement du sport, une subvention de 10 000 F à Paris Aquatique, qui, comme son nom ne l'indique pas, est, avec 300 adhérents, le plus important club de sport homosexuel d'Europe. C'est la première fois qu'une telle association bénéficie d'un financement public. En 1999, elle avait déjà été la première association homosexuelle bénéficiant de l'agrément ministériel pour le sport et, en 2000, avait été subventionnée au titre de l'organisation des Championnats du monde gay et lesbien de natation qui avaient réuni 800 homosexuels à Paris.

► Pour la première fois, en 2002, le dépouillement des résultats des élections législatives et présidentielles, pourra être consulté « en temps réel » sur le site Internet du ministère de l'Intérieur (sur le futur site *www.elections.fr*, qui vient d'être réservé par **Daniel Vaillant**).

► Le nouveau « gadget » du Mouvement national républicain fait un véritable tabac : un T-shirt orné d'un minaret barré d'un trait rouge.

► Le préfet de Haute-Savoie vient de déposer plainte pour « provocation à la haine raciale » contre les auteurs et diffuseurs d'un tract raciste diffusés dans des boîtes aux lettres de Sallanches. Signé des Jeunes Arabes de la banlieue lyonnaise (association qui nie toute paternité), on peut y lire : « Nous, jeunes arabes révolutionnaires, informons la population française : nous haïssons la france, nous allons entrer en lutte contre elle et ses représentants. » Il est également question « d'asservir la france et son peuple » et de « pourrir la jeunesse française » avec la drogue.

► L'association d'extrême gauche Ras l'front vient de lancer une campagne auprès des maires de France pour qu'ils refusent d'accorder leur signature à **Jean-Marie Le Pen** ou **Bruno Mégret**. Lors des précédentes élections, leur journal du même nom avait publié, sans doute pour les intimider, l'intégralité des noms des maires, suivis du nom de la commune qu'ils administraient.

POLITIQUE

Le site pro-islamiste fondamentaliste (*www.stcom.net*), dont le responsable **Smaïn Bédrouni** avait été interpellé (cf *F&D* 118), vient de rouvrir. Sur la nouvelle page *stcom.nt/afghanistan*, on trouve un texte (qui ne se veut nullement humoristique) intitulé *Apprenez les droits de l'homme via les Talibans*, où on lit notamment que « les Talibans vont dans la direction d'une société civile religieusement tolérante ».

▶ Certains ont longtemps justifié la délinquance par la dureté de la vie dans les familles pauvres. Cela paraît être aujourd'hui le cas dans les familles présidentielles.

A l'invitation de
l'Association de la Presse Etrangère,

Jean-Christophe MITTERRAND

tiendra une conférence de presse

le vendredi 5 octobre 2001 à 15h00

au Centre d'Accueil de la Presse Etrangère (CAPE)

sur le thème :

La vie d'un fils de président de la République

Huit mois après sa sortie de la prison de la Santé, le fils aîné de l'ancien président de la République qui a été journaliste, avant de devenir l'un des conseillers de son père à l'Elysée vient de publier « Mémoire meurtrie ».

Le député-maire RPR de Valréas **Thierry Mariani** a été particulièrement ambigu sur le haschich lors de l'émission politique *Témoin* sur *France 3*. Questionné sur la drogue, il déclare : « La dépénalisation du haschich, pourquoi pas ? » et d'ajouter «… du moment que l'on met une barrière et que l'on combat vraiment les drogues dures ». A quand un jumelage entre Valréas et Amsterdam?

EN HAUSSE



EN BAISSE

● **Christophe Donner**. Sans juger des écrits de ce romancier, dont on dit que le roman autobiographique *L'Empire de la morale* (Grasset) pourrait décrocher le Goncourt, on appréciera son courage lors de l'émission littéraire de Frédéric Beigbeder, où, interrogé pour savoir s'il était « réactionnaire », il n'a pas hésité à déclarer très simplement : « Je suis de droite. » Développant par la suite des propos sophistiqués (mais attestés historiquement) sur le stalinisme, qui puiserait ses origines dans la syphilis ultime de Lénine. Sur la société, il déclarait contre toute l'école antipsychiatrique de Michel Foucault : « Je ne crois pas que la société nous rende fou, je crois qu'elle nous protège, et elle protège ses fous avec beaucoup de générosité. » Des propos de bon sens trop rares pour ne pas être relevés.

● **Les associations antiracistes**. Toujours promptes à dénoncer l'antisémitisme, aucune association n'a encore porté plainte contre le site sioniste français *cpiaj.gesnet.net*, qui multiplie, à longueur de pages, la haine anti-arabe. Les Palestiniens y sont traités de « déchets fanatiques », de « bêtes » ou d'« ordures ». Yasser Arafat y est par exemple présenté comme un « macaque à keffieh ». Les dépêches de l'*Agence France Presse* sont citées comme des « étrons de chien » et les journalistes de *TF1* traités de « pauvres connasses ». Il est également recommandé de « ne jetez plus vos préservatifs usagés » afin de les envoyer en Afghanistan pour « propager une bienfaisante épidémie de sida » et « enrayer un peu la prolifération des déchets sauvages ». A noter que ce site met en valeur les multiples articles du « géopoliticien » Alexandre Del Valle.

▶ Me **George Pau-Langevin** devient délégué général chargé des questions d'outre-mer, responsable du <u>Centre municipal d'accueil et d'information pour les Parisiens originaires de l'outre-mer</u>, et membre du cabinet du maire de Paris **Bertrand Delanoë**. Délégué national aux ressortissants d'outre-mer en métropole au <u>Parti socialiste</u> et ancien porte-parole de **Lionel Jospin** durant la campagne présidentielle de 1995, cette avocate à la Cour d'appel de Paris est surtout présidente d'honneur du <u>Mrap</u>, qu'elle a dirigé de 1984 à 1987.

▶ Les associations homosexuelles retiennent toute l'attention de la nouvelle municipalité : **Bertrand Delanoë** vient de faire voter une subvention de 200 000 F au <u>Festival de films gays et lesbiens de Paris</u> et 100 000 F au <u>Mouvement d'affirmation des jeunes gays et lesbiennes</u> (qui a pris la succession du <u>Mouvement adolescent gay</u>) qui réunit des homosexuel(le)s de 16 à 25 ans. Cette association bénéficie déjà de l'agrément ministériel au titre de « l'éducation populaire ». Par ailleurs, les avantages accordés aux agents de la Ville mariés viennent d'être étendus aux pacsés.

▶ En apportant son soutien à **Jacques Chirac** et en activant les derniers restes de <u>Génération écologie</u>, **Brice Lalonde** espère décrocher un poste d'ambassadeur après les élections présidentielles. Il s'est déjà rapproché de **Patrice Hernu**, le fils de l'ancien ministre socialiste qui anime <u>Ecologie bleue</u> (affilié à l'UDF), afin d'organiser une <u>Coordination des écologistes bleus</u> qui se réunira le 17 novembre à paris sur le thème *Les Ecologistes bleus pour une économie durable*.

▶ En cas de victoire de la droite en 2002, l'ancien Premier ministre **Alain Juppé** espère obtenir la présidence de l'Assemblée nationale, reprenant ainsi l'héritage de son prédécesseur à la mairie de Bordeaux, **Jacques Chaban-Delmas**.

▶ Responsable de <u>SOS-Racisme</u>, porte-parole de la <u>Coordination lycéenne</u> de 1990 et désormais membre du conseil national du <u>Parti communiste</u> après avoir flirté avec le <u>PS</u>, **Nasser Ramdane**, élu à Noisy-le-Sec, vient d'être « outé » (révélation de son homosexualité) par des militants d'une liste <u>Motivé-e-s</u> de région parisienne qui n'avaient pas obtenu les subventions qu'ils désiraient en vue d'un désistement au second tour des élections municipales.

▶ Les syndics (souvent francs-maçons) de la <u>Mutuelle nationale des étudiants de France</u> participent actuellement très discrètement à la liquidation de ses biens, en particulier ses résidences universitaires, dans toute la France, notamment en région parisienne (y compris au très chic 137, Bd Saint-Germain) et à Marseille, Nice, Toulouse, Reims, Dijon et Rennes.

▶ Selon le quotidien *al-Hayat* (journal international en langue arabe publié à Londres), un accord militaire secret franco-israélien a été signé le 16 août dernier au ministère de la Défense entre la société franco-européenne <u>EADS</u> et une société israélienne pour développer un drone (avion d'espionnage sans pilote). Un volet du contrat autoriserait le transfert d'une technologie française permettant à Israël d'équiper un avion sans pilote d'une charge nucléaire.

LOBBIES

► Le Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, qui a réélu **Alain Bauer**, comme Grand Maître pour l'année 2001-2002, par 33 voix et deux bulletins blancs, vient d'être largement renouvelé. Font leur entrée **Bernard Beauverger**, directeur général de Beauverger SA puis de Bacou SA et Anatomic SA, maire-adjoint socialiste à la mairie de Béziers (1989-1995), juge au tribunal de commerce de Béziers (1975-1989), président d'union patronale, représentant des loges du Languedoc-Roussillon, membre des loges Sérénité et Travail de Béziers et Ysatis de Carcassonne ; **Robert Biglia**, retraité, agréé en architecture et administrateur de Caisse d'allocation familiale, conseiller de l'Ordre pour la région Alpes-Côte d'Azur, membre de la Loge Durance-Sincérité de Manosque ; **Christian Chaput**, technicien à la mairie de Clermont-Ferrand, conseiller de l'Ordre pour la région Centre, membre des loges Les Frères de Georges Couthon et Saint Just à Clermont-Ferrand ; **Georges Chatzopoulos**, instituteur puis professeur d'anglais et conseiller pédagogique retraité, représentant de la Provence-Corse, membre de la loge Rectitude de Marseille ; **Pierre Drai**, professeur de sciences physique à Vimoutiers, Flers et Caen, représentant de l'Ouest, membre de la loge Union et Fraternité de Caen ; **François Haro**, conseil en organisation spécialisé dans la réinsertion des chômeurs de longue durée, représentant de l'Ile-de-France, membre de la loge La Cité nouvelle de Sarcelles ; **Albert Mosca**, instituteur retraité puis conseiller pédagogique dans l'outre-mer, conseiller de l'Ordre pour la région Est, membre des loges Fraternité calédonienne de Nouméa, puis Union et Fraternité et Apes Mellificant de Dijon ; **Daniel Musart**, cadre supérieur en architecture, membre de la loge Charles de Montesquieu, représentant de Paris ; **Robert Najburg**, directeur de diverses écoles confessionnelles (Cours Nation Chauchat, Ecole de la rue de la Lune, Ecole Spinoza), membre de la loge Science et Travail - André Crémieux de Paris ; **Paul-Marie Queste**, cadre commercial au Crédit agricole puis aux assurances agricoles IARD, maire-adjoint socialiste de Béthune, président du Cercle socialiste Jean Jaurès de cette ville et du Comité départemental d'action laïque, représentant de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, membre des loges Les Frères réunis de Liévin et Marianne de Bruay-la-Bussière ; **Jacques Servia**, gestionnaire de patrimoine au Crédit agricole, juge au tribunal des Prud'hommes, secrétaire du comité d'entreprise du Crédit agricole Charente-Périgord, représentant du Sud-Ouest, membre des loges Les Amis persévérants et l'Etoile de Vésone réunis et de Fraternité 89 de Périgueux ; **Ary Schaeffert**, professeur puis principal de collège retraité, représentant de la région Sud, membre de la loge La Concorde de Sens.

► A l'initiative du Grand Orient de France, des Rencontres maçonniques universelles devraient se tenir à Paris en mars 2002, avec des délégations du Grand Orient de Suisse, de la Grande Loge de Belgique, du Grand Orient de Belgique, de la Grande Loge d'Italie et du Grand Orient du Luxembourg.

► Le principal protagoniste de la crise des ateliers du Rite écossais rectifié au sein de la Grande Loge nationale française l'année dernière, **Pierre Benzaquen**, vient de démissionner de toutes ses fonctions au sein de la GLNF. Il espérait en effet prendre la tête de la nouvelle structure, et n'a pas obtenu satisfaction, sans doute en raison des fondements fortement teintés de christianisme de ce rite et le refus de son nouveau Grand Prieur, **Jean-Claude Tardivat** d'adopter des rituels œcuméniques. Frère du rocker connu sous le pseudonyme de **Franckie Jordan**, ce richissime pasquaïen, qui contrôle notamment le Ken Club, l'un des clubs de remise en forme les plus huppés de la capitale, anime une émission bimensuelle sur *Radio Shalom*, *Dialogue*.

► Le Grand Orient de France soutient vigoureusement dans la coulisse le processus de création d'un Conseil français du culte musulman, dont les élections des délégués sont prévues avant le début du ramadan, le 15 novembre.

► Née en 1936, **Odile Henry**, ancienne enseignante qui occupa des fonctions dans le tourisme, vient d'être réélue Grande Maître de la Grande Loge mixte de France, fonctions qu'elle avait assumées en 1998-1999 et depuis septembre 2000. Elle est la femme de l'ancien secrétaire général de la FEN et ancien ministre socialiste (et franc-maçon) du Temps Libre **André Henry**.

► Sous l'influence d'**Alain Bauer**, le Grand Orient de France vient de prendre, théoriquement, de nouvelles mesures contre les Fraternelles maçonniques (qu'il estime contrôlées par la Grande Loge nationale française), publiant le communiqué spécial interne que voici : « Les Fraternelles ne sont pas des associations maçonniques. Le Conseil de l'Ordre rappelle que l'appartenance à une structure de ce type ne fait pas partie du parcours maçonnique. Le Gand Orient ne les reconnaît ni ne les cautionne. Il met en garde contre les dérives affairistes qui pourraient y survenir. L'appartenance à un groupement nécessitant la qualité de Maçon pour y adhérer, dont les activités sont contraires aux valeurs de la franc-maçonnerie et du Grand Orient de France, constitue un manquement grave au serment maçonnique. » Cette pieuse déclaration ne vise pas en réalité, comme tout pourrait le laisser croire (ce qui en dit beaucoup sur la véracité de tels communiqués), l'ensemble des fraternelles, puisque **Alain Bauer** a déclaré (*L'Express*, 4 octobre) : « Le GO interdit à ses membres d'adhérer à certains Clubs des 50 (à Nice, Toulon, Marseille, Montpellier) mais aussi à une fraternelle de la police (qui s'occupait beaucoup de promotions internes) et à une autre au ministère de la Défense… »

► La Grande Loge nationale française se prépare au lancement d'une Grande Loge nationale d'Ukraine, dont la plupart des membres, de nationalité ukrainienne, avaient été initiés au sein de la loge Vox Ucrainae. Un District d'Ukraine, qui regroupe quatre loges à Kiev, Kharkov, Lvov et Odessa, a déjà été inauguré par le Grand Maître **Claude Charbonniaud** le 31 mai 2001.

DOSSIER

(Suite de la page 2)

marché n'impliquant pas des fonctionnaires. A noter que le secrétaire général adjoint de l'OCDE ayant en charge la « bonne gouvernance » (c'est-à-dire la lutte contre la corruption) est **Sally Shilton-Colby**, veuve de l'ancien directeur de la CIA **William Colby**. Le secrétaire d'Etat américain **Madeleine Albright** enfonçait encore un peu plus le clou lors du Forum économique mondial de Davos, le 30 janvier 2000, en reprochant à la France de vouloir assouplir la Convention de l'OCDE, en critiquant le gouvernement de ne prendre en compte que les contrats à venir et de ne pas vouloir appliquer un effet rétroactif sur les contrats antérieurs (ce qui est pourtant la base du droit français). Elle mettait en cause les industries aéronautiques et militaires françaises, considérées comme facteurs principaux de corruption. La campagne de lobbying de TI continuait par la suite auprès des instances internationales, notamment l'OCDE et l'Union européenne afin de faire aboutir des lois supranationales et d'accélérer l'application de la Convention, et, ce, en touchant les plus hautes instances décisionnelles. En février 2000, à titre d'exemple, TI organisait un séminaire sur la gestion des biens privés à l'usage des banques avec des représentants de la Citybank, la Chase Manhattan Bank, JP Morgan & Cie, la Hong-Kong et Shangaï Banking Corp, le Crédit suisse, l'Union des banques suisses, la Barclays, la Deutsche Bank, ABN-AMRO et la Société générale.

8) Transparence International France

TI est relayé en France par Transparence International (sic) France, association déclarée en 1995 à la préfecture de police de Paris par **Michel Bon**, actuel président de France Telecom (qui devient alors vice-président, étant remplacé par Dommel). Ayant pour but de « combattre et prévenir la corruption dans les transactions internationales », elle a été d'abord hébergée dans les locaux de la très influente Fondation Saint-Simon présidée par **Pierre Rosanvallon** (cf *F&D* 73). En 1997, elle a été transférée dans un cabinet d'avocats internationaux, le cabinet Salustro Reydel.

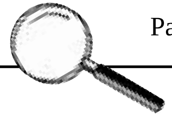
Outre **Michel Bon** (cf *Encyclopédie politique française* et *Au cœur du pouvoir*), le vice-président est Daniel Dommel, inspecteur général honoraire des Finances né le 29 décembre 1921 à Strasbourg. Chargé de mission d'**Albin Chalandon** à l'Équipement et au Logement de 1969 à 1972 (on se souvient peut-être encore du scandale déclenché par son collaborateur **Gabriel Aranda** sur la corruption…), il a notamment été commissaire du gouvernement auprès du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables. Il est président d'honneur de l'établissement public Autoroutes de France. Il fut également trésorier du Réarmement moral, un mouvement d'obédience protestante et pro-américaine, créé dans les années trente mais très actif après-guerre dans le cadre de la Guerre froide. Son objet (sous la forme de l'Association pour la formation des cadres du réarmement moral en France) est de « former des hommes aptes à promouvoir le réarmement moral de la France et du monde, c'est-à-dire l'entente et l'unité entre les hommes par le perfectionnement et le développement du sens moral inné dans la conscience de chacun ». Y est associé, à la même adresse, une autre association discrète en France, la Table ronde française, espèce de cercle paramaçonnique qui émane de la structure américaine de la Caux Round Table. Implantée dans plusieurs villes françaises, elle comprend ou a compris à son conseil d'administration le député UDF de la Manche **Jean-Marie Daillet**, le président de l'Association France-Israël **Georges Mesmin**, ou **Olivier Giscard d'Estaing**, qui a été coprésident de la Table ronde de Caux au niveau mondial. Sans surprise, cette association a édité, en 1994, un véritable code de déontologie intitulé *Principes éthiques pour le monde des affaires*, dont l'application veut inciter les chefs d'entreprises à créer une confiance par l'honnêteté et la transparence.

Le trésorier a été **Jean-Loup Dherse**, polytechnicien, ingénieur des Mines, ancien vice-président de la Banque mondiale et ancien directeur général des Ciments Lafarge, directeur à l'international de Pechiney et directeur général d'Eurotunnel, qui figure également au conseil d'administration international de la Table ronde de Caux. Il a été remplacé par l'ex-commissaire **René Wack**, chargé de mission pour la sécurité au Crédit lyonnais. Autres membres du conseil d'administration (pour la plupart membres du Siècle) : **Pierre Rosanvallon**, déjà cité, **Thierry Beaugé Bérube**, administrateur de l'Union générale des achats publics, **Lionel Roche**, avocat, **Jacques Friedmann**, inspecteur général des Finances, ancien chargé de mission de **Valéry Giscard d'Estaing**, ancien directeur de cabinet (et très proche ami) de **Jacques Chirac** puis chargé de mission d'**Edouard Balladur** aux Finances, président du conseil de surveillance d'Axa, **Raymond Lévy**, ancien PDG de Renault, **Edmond Maire**, ancien secrétaire général de la CFDT, **Pascal Lamy**, commissaire européen, **Marceau Long**, **Alain Pichon**, conseiller maître à la Cour des comptes, rapporteur général de la Commission de prévention de la corruption depuis 1992, **Jean-Claude Paye**, secrétaire général de l'OCDE, **Jean Cartier-Bresson**, PDG de société d'imprimerie, professeur d'économie à Reims.

Le secrétariat permanent est assuré pour la France par **Nahid Mohavedi**, née en 1955 à Racht (Iran). De nationalité française, cette fille de l'ancien général iranien (semble-t-il au sein de la Savak, les services de renseignement iraniens étroitement liés aux Etats-Unis) **Abdofazl Mohavedi** apparaît comme liée à **Robert Steele**, président et fondateur de la société américaine Open Source Solutions.

On comprend qu'avec de telles personnalités, aussi influentes dans le monde des affaires, et d'une telle audience internationale, que nombre d'entreprises françaises aient déjà adopté des codes de déontologie à usage interne, comme Renault, fortement inspirés par TI. Si les actions qu'elle conduit sont légitimes au regard du droit et de l'éthique, cette ONG constitue réellement une puissance politique à laquelle ses caractères d'unicité et d'universalité (ainsi que son très important financement sans aucun rapport avec les cotisations de ses quelques membres à 200 F par an pour les personnes physiques et 2 000 F par an pour les personnes morales) confèrent une formidable audience auprès d'une grande partie des gouvernements de la planète.

Ambitieuse et mondialiste, cette ONG apparaît comme un interlocuteur quasi-unique des gouvernements et des entreprises importantes dans le domaine de la lutte contre la corruption. Sous couvert d'expertises de sensibilisations, ce cheminement autorise progressivement ce véritable lobby, paré de l'aura d'une noble mission, à s'impliquer, voire s'imposer, au sein même des stratégies commerciales des principaux donneurs d'ordre de la planète. Or, ses ressources, qu'elle ne cache pas, sont essentiellement d'origine gouvernementale américaine, qui permet de montrer l'inclination anglo-saxonne de l'organisation. Parmi ses fondateurs figurent en outre d'anciens officiers des services de renseignement américains ou de sociétés de renseignements privées dans le sillage immédiat de ses filiales comme DSFX. Le problème est de savoir si cette situation est fortuite ou si cette ONG surpuissante ne peut voir une partie de son action détournée au profit des services de renseignement américains qui auraient pu l'infiltrer. Une telle situation serait d'ailleurs classique de nombre d'ONG et d'associations dans les années 50/60 dont une partie des actions était en réalité téléguidées par les agences américaines spécialisées dans le cadre d'une stratégie d'influence anticommuniste. Comme l'écrivait il y a déjà près de deux ans **Pierre de Villemarest** (CEI, La Vendômière, 27930 Le Cierrey), « s'agit-il d'une couverture pour une sorte d'espionnage économique qui, "à terre", compléterait l'espionnage économique par satellites, comme s'en occupe Echelon ? »



POLITIQUE

► Eclipsée par les frappes américano-anglaise en Afghanistan, l'enquête sur l'explosion de l'usine AZF de Toulouse le 21 septembre n'en présente pas moins de nombreux points obscurs, laissant la porte ouverte, sinon à un attentat, du moins à un acte de malveillance. Comme l'écrit *Le Monde* (28 septembre) au terme d'une page d'enquête, « en tout état de cause, il semble difficile d'écarter "à 99%" la possibilité d'un acte de malveillance ».

► Dès l'origine, le procureur de la République de Toulouse, **Michel Bréard**, privilégie pourtant systématiquement la piste de l'accident reposant sur « un processus physico-chimique engagé depuis quatre-vingts ans, un processus long, complexe, qui a dû s'accélérer dans les jours qui ont précédé l'explosion ». A ce sujet, *Le Monde* (28 septembre) parle de « propos peu cohérents ». Ses liens avec la gauche étant de notoriété publique, est-ce pour préserver la « paix sociale »? : sa carrière, extrêmement rapide, a été modelée par **André Braunschweig**, directeur de cabinet de **Robert Badinter**. En 1982, il devient procureur de Libourne, le fief de **Gilbert Mitterrand**, fils du président de la république. En 1986, profitant d'un mouvement décidé avant les élections (qui verront la victoire de la droite), il devient procureur à Brest. Après la victoire de la gauche, il est le premier magistrat à accéder au poste très convoité de secrétaire général de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur. Juste avant les élections de 1993 (qui voient la victoire de la droite), il devient procureur général de Basse-Terre (Guadeloupe), puis, en 1998, procureur de la République de Toulouse, en charge notamment de la circonscription de **Lionel Jospin** et du canton de Cintegabelle. C'est lui qui, recevant la plainte relative à des emplois fictifs de collaborateurs locaux du Premier ministre, bottera en touche en renvoyant le dossier à la Chambre régionale des Comptes où le dossier est aujourd'hui au point mort. C'est aussi lui qui a requis avec une particulière sévérité une peine de prison ferme contre **Philippe Douste-Blazy** dans une obscure affaire de fichier de parents d'élèves utilisé lors de la campagne électorale à Toulouse.

► De nombreux spécialistes, pas du tout farfelus (sans parler de **Brice Lalonde** ou **Corinne Lepage**, tous deux anciens ministres de l'Environnement), estiment impossible une explosion accidentelle dans le cadre des éléments physiques disponibles : il en est ainsi de **Christian Michot**, directeur à l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (entretien à *Valeurs actuelles*, 5 octobre 2001), **Gérard Sinagra**, président de l'Union des industries chimiques de la région Rhône-Alpes, **Brigitte Diers**, directrice de l'Unité de prévention du risque chimique au CNRS, etc.

► Le 5 octobre, *Le Parisien*, *Le Figaro* (et 1er et 3 octobre) et *Valeurs actuelles* allaient à l'encontre de l'« islamiquement correct », révélant l'existence d'un « cadavre qui dérange », celui d'un manutentionnaire, **Hassan Jandoubi**, retrouvé près du lieu de l'explosion, et qui, selon *Valeurs actuelles*, aurait été « initié au fondamentalisme par un imam de la mosquée El Salam ».

► Or le mort portait sous son pantalon un second pantalon, deux caleçons et un slip. Une méthode utilisée par les kamikazes islamistes pour tenter de préserver les parties génitales (il suffit de consulter les sites *Internet* israéliens pour constater qu'il ne s'agit nullement d'une « hypothèse farfelue » comme certains « spécialistes » l'ont prétendu). Mais sa compagne et sa famille (qui auraient porté plainte pour diffamation) assurent que Jandoubi aurait été « complexé par ses petites fesses », étant très maigre. Auteur d'Au nom d'Oussama Ben Laden (Jean Picollec), le spécialiste du terrorisme **Roland Jacquard** estime par exemple qu'il s'agit d'une pratique courante dans certains milieux intégristes prônant le djihad. Outre sa famille et quelques amis, une dizaine de musulmans venus de la mosquée fondamentaliste du Portet assisteront à son enterrement au cimetière de Revel.

► *La Dépêche du Midi* (4 octobre) a publié une espèce de « contre-enquête » des révélations des journaux précités qui auraient été généreusement abreuvés en révélations, assurant que Jandoubi n'était ni fiché à Interpol, ni par les RG, ni par la DST. *TF1* (site Internet) assurait en revanche, comme l'agence *Reuters*, qu'il était connu pour faire du trafic de voitures de luxe volées entre l'Allemagne et sud de la France, élément non confirmé depuis lors.

► En fait, trois intérimaires d'origine nord-africaine de la société TMG employés par AZF sur le site de l'explosion (**Hassan Jandoubi**, né le 1er mars 1996 à Toulouse, de nationalité française; **Abdelrrazak Tahri**, né en 1945 à Boulman, de nationalité marocaine; **Djilali El Béchir**, né le 15 avril 1976 à Mostaganem, de nationalité française) avaient eu, les 20 et 21 octobre, de vifs accrochages avec des chauffeurs qui avaient dans les cabines de leurs camions un drapeau américain en berne. Ils montraient en outre très peu d'empressement dans leur travail, c'est-à-dire le chargement des dits camions, ce qui provoquait l'irritation des chauffeurs qui souhaitaient travailler le plus rapidement possible. Finalement, la direction du personnel d'AZF avait donc décidé de les renvoyer, la date de rupture de contrat étant fixée au vendredi 21 septembre (jour de l'explosion) à midi. Les deux premiers devaient mourir dans l'explosion, le troisième échappant à la mort car ne s'étant pas « réveillé » ce jour-là pour aller au travail que, par ailleurs, il jugeait trop dur.

► Par ailleurs, d'autres sociétés de sous-traitance, employant de nombreux travailleurs étrangers, étaient utilisées, comme la société de nettoyage Wanet, dont l'un des intérimaires employés chez Tolochimie, usine de produits chimiques pour l'industrie jouxtant celle d'AZF, avait bénéficié d'un certificat d'hébergement de complaisance par l'une des personnes entendues dans le cadre de l'affaire **Kelkal** (attentats islamistes dans la région lyonnaise) et fut proche des intégristes dans les années 1993-1995 (avant de rompre selon ses déclarations). A l'heure de l'explosion, il se trouvait sur un autre chantier de nettoyage à l'opposé du site de l'explosion.

ETRANGER



Contrôle

Pratiquement aucun journal français n'a rapporté le vif échange qui a opposé, fin septembre, le ministre des Affaires étrangères travailliste **Shimon Perez** au chef du gouvernement, le général **Ariel Sharon**. Selon la radio israélienne *Kol Israël* du 3 octobre, Perez s'inquiétait du refus persistant de Sharon à refuser toutes les demandes américaines d'un cessez-le-feu local, estimant que cela pourrait nuire aux intérêts bien compris d'Israël aux Etats-Unis. Sharon lui a alors répondu textuellement : « Chaque fois que je fais quelque chose, vous me répondez que l'Amérique fera ça ou ne fera pas ça… Je vais être très clair : Ne vous inquiétez pa des pressions américaines sur Israël… Nous, le peuple juif, contrôlons l'Amérique et les Américains le savent (*We, the Jewish people, control America and the Americans know it*) ». Selon la radio, Perez et les autres ministres du cabinet auraient alors supplié Sharon de ne jamais dire cela en public, « car ce serait un désastre pour nos relations publiques ».

Calendrier

Entretien bien oublié que celui accordé par **Zbigniew Brzezinski** au *Nouvel observateur* du 15 janvier 1998. Le véritable animateur de la Commission trilatérale et secrétaire d'Etat du président **Jimmy Carter** y reconnaissait que les services secrets américains, et plus particulièrement la CIA, ont commencé à financer et armer les Talibans d'Afghanistan six mois avant l'intervention soviétique : « Oui, selon la version de l'histoire officielle, la CIA a aidé les Moudjahidines à partir de 1980, c'est-à-dire après que l'armée soviétique avait envahi l'Afghanistan le 24 décembre 1979. Mais, la réalité, gardée secrète jusqu'à aujourd'hui, est à l'opposé : réellement, le 3 juillet 1979, le président Carter a signé la première directive pour une aide secrète aux opposants au régime pro-soviétique de Kaboul. Et, ce même jour, j'ai rédigé une note au président dans laquelle je lui expliquais que cette aide, selon moi, allait provoquer une intervention soviétique […] Cette opération secrète était une idée excellente. Elle a eu pour effet d'envoyer les Russes dans le piège afghan (qui fut) leur guerre du Vietnam. » Interrogé sur la prise du pouvoir par les Talibans, ce géopoliticien mondialiste répond : « Qu'est ce que qui est le plus important dans l'histoire du monde ? Les Talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités musulmans (*stirred-up Moslems*) ou la libération de l'Europe central et la fin de la guerre froide ? Ses propos, allant à l'encontre de toute l'histoire officielle mais pourtant authentiques, sont recoupés par ceux de l'ancien directeur de la CIA, **Robert Gates**, qui, dans *From the Shadows*, reconnaît lui aussi, et il était bien placé pour le savoir, que l'aide de la CIA aux talibans fut antérieure de six mois à l'arrivée de l'Armée rouge

Interrogations

De multiples rumeurs circulent sur Internet à propos de l'absence de salariés de confession israélite ou d'Israéliens lors des attentats ayant visé le WTC. Toutes ses suppositions, très largement reprises dans la presse arabe, sont issues d'un article du quotidien libanais *al-Manar* qui a assuré quelques jours après l'attentat que 4000 Israéliens étaient absents le jour de l'attentat. Plus fondé apparaît l'étonnant communiqué de la société d'import-export américano-israélienne Odigo (*www.odigo.com*), installée dans l'une des deux tours, dont le vice-président **Alex Diamandis** révélait au *Washington Post* (27 septembre) et le président **Micha Mancover** à *Ha'aretz*, que deux de leurs salariés avaient reçu un e-mail anonyme les avertissant deux heures avant l'attentat de son imminence. Le FBI, qui a pris très au sérieux cette affaire, s'est révélé incapable pour le moment de monter à la source du message. Par ailleurs, fait également troublant, Morgan Stanley comptait le 21 septembre moins de 35 disparus sur ses 3 700 employés, alors même que la plupart des bureaux de Morgan Stanley se trouvaient entre le 59e et le 74e étage, c'est-à-dire au-dessus du niveau du crash de l'avion d'American Airlines.

► Selon le projet du ministère autrichien de l'Intérieur, les nouveaux immigrants n'appartenant pas à un pays de l'Union européenne devront, à partir du second semestre 2002, obligatoirement apprendre l'allemand.

► Tournant nationaliste en Allemagne ? Un électeur sur quatre se dit prêt à voter dans une élection nationale pour un parti prônant le retour à l'ordre et la loi comme le Parti de l'offensive de l'Etat de droit du juge **Schill**, qui a fait un tabac à Hambourg, il y a trois semaines (*F&D* 118). Ce parti dispose d'un excellent site Internet : *http://schill-partei.de*

► A la faveur des attentats du WTC, *CNN* a fini par plier devant les exigences linguistiques du lobby pro-sioniste américain : les journalistes ont reçu l'ordre de ne plus parler de « colonies » (*settlements*) dans les Territoire occupés, mais de « quartiers juifs » (*Jewish neighbourhoods*).

► Le bienheureux **Josemaria Escriva de Balaguer**, fondateur de l'Opus Dei, pourrait être canonisé en 2002 (il a été béatifié le 17 mai 1992), la guérison miraculeuse d'un médecin espagnol de 69 ans qui souffrait d'une forme aiguë de décomposition dermatologique ayant été admise par la Congrégation pour les Causes des Saints.

► La nouvelle loi sur la circoncision, qui a provoqué une levée de boucliers de la communauté juive locale, est devenue effective en Suède le 1er octobre. Cette mutilation sexuelle, que refusent de pratiquer la plupart des médecins suédois, devra désormais être effectuée sous anesthésie et dans des conditions d'hygiène strictes.

✋ La nouvelle « ambassadrice de bonne volonté » du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU, l'Américaine **Angelina Jolie**, est une actrice qui revendique volontiers sa bisexualité.

► A la suite des attentats aux Etats-Unis, une pétition a été initiée par les radicaux italiens pour une entrée immédiate d'Israël dans l'Union européenne. Parmi les premiers signataires figurent **Gianfranco Fini**, président de l'Alliance nationale italienne, et un seul Français, le socialiste **François Zimeray**, vice-président de la délégation de l'Union européenne auprès de la Knesseth et membre du B'naï B'rith.

► L'arrivée à Bucarest du nouvel ambassadeur américain, **Michael Guest**, a fait la une, début octobre, de tous les journaux roumains. Mais sans doute par comme ce dernier pouvait l'espérer, tous les quotidiens titrant : « Le nouvel ambassadeur américain est un homosexuel ».

► Aucun journal français n'a indiqué que la journaliste (elle collabore notamment au magazine antifasciste sioniste *Searchlight*) **Yvonne Ridley**, 43 ans, qui avait été arrêtée en Afghanistan, le 28 septembre, sous l'accusation d'espionnage (elle n'avait aucune pièce d'identité et était déguisée en Afghane) et a été depuis lors relâchée, a été mariée en premières noces (elle a eu une fille avec lui) avec **Daoud Zaaroura**, Irakien d'origine juive et officier d'active du Mossad (cf le *Yediot Aharonot*).

ECONOMIE

La presse française a fait l'impasse sur une incroyable affaire qui s'est déroulée à Venlo (Pays-Bas) fin septembre : un magasin d'articles de pêche a encaissé d'un client venu acquérir des appâts un billet de 5 euros. Le patron, qui savait que ce billet n'avait pas encore cours légal, a accepté ce paiement par curiosité avant de se présenter à sa banque qui a aussitôt saisi la Banque centrale de Hollande. Laquelle, affolée, a saisi la Banque centrale européenne, le billet s'étant révélé authentique, comme l'a confirmé à la télévision hollandaise son gouverneur, **Arnout Wellink**, alors même qu'aucune coupure n'a encore été mise en circulation. L'alternative est qu'il s'agit d'un lot de billets volés ou d'une personne ayant eu accès aux billets lors des premières distributions dans les banques. En tout cas, cela en dit long sur les possibilités ouvertes d'ores et déjà aux faussaires.

▶ Autre nouvelle authentique : les premières pièces de monnaie en euros, qui ne seront mises en circulation qu'à partir du 15 décembre et auront cours légal au 1[er] janvier, ont fait leur apparition dans une école primaire belge. Le directeur de l'établissement les avait achetées sans aucune difficulté à la poste locale.

▶ Nouvelle « curiosité », mais cette fois en France, qui ressemble surtout à un énorme « couac » : la Sernam de Bordeaux a mis en place des chaînes de conditionnement pour fabriquer des centaines de milliers de « kits euros » d'une valeur de cent francs qui seront mis en vente dans les postes courant décembre. Le contenu de ces sachets s'élève donc à 15,24 euros, proposés sous la forme d'une ensemble de pièces en euros et en cents. Les machines sont automatisées mais il arrive que celles-ci « se trompent », ramassant trop ou pas assez de pièces. La détection des erreurs se fait à partir d'une balance qui contrôle le poids des sacs au milligramme près. Si le poids n'est pas celui escompté, le contrôleur doit le mettre de côté. Or, c'est justement ce qui n'a pas été réalisé, l'un des contrôleurs remettant systématiquement les mauvais sacs avec les bons. Le contrôleur a donc été inculpé de « sabotage », un motif qu'on n'avait sans doute pas vu dans l'administration depuis la guerre d'Algérie : pour sa défense, il a expliqué qu'il avait été embauché dans le cadre d'un CDD à la fin de l'année 2000, était mal payé et considérait que la tâche était trop lourde pour lui, l'un de ses collègues étant tombé malade. Conclusion : la Sernam va être obligée de recompter quelques centaines de milliers de sacs contenus dans un train de wagons.

▶ **Jean-Claude Gayssot**, le ministre communiste de Transports, pourrait passer, à juste titre, pour un vil « exploiteur » : il vient d'accorder aux patrons d'entreprises de transport de fonds une dérogation spéciale leur permettant d'augmenter la durée du travail pour l'ensemble des salariés du transport de fonds (y compris les camionneurs !) jusqu'à 48 heures hebdomadaires maximum en moyenne. Mieux, aucune limite absolue sur une semaine n'est fixée dans ce discret arrêté du 19 septembre.

Le sida étranger en France

La France (hormis la Russie) arrive première dans les pays affectés par le sida. D'où des campagnes de prévention oscillant entre le refus de désigner des groupes à risque et la culpabilisation d'une jeunesse supposée « volage ». En réalité, ce niveau élevé s'explique parfaitement par la politique migratoire hexagonale : les chiffres fournis par l'Institut national de veille sanitaire (septembre 2001) montrent que 14% des cas déclarés depuis le début de l'épidémie touchent des personnes étrangères vivant en France alors qu'elles ne représentent que 6% de la population (il n'a pas été possible de distinguer entre Français de souche et naturalisés, ce qui aurait été sans doute un grand enrichissement). En nombre cumulé depuis le début de la pandémie de cas de sida relevés, on obtient seulement 1 404 Européens contre 2 531 ressortissants de l'Afrique subsaharienne, 1 685 cas pour l'Afrique du Nord, 906 Haïtiens, 620 Américains (tout le continent) et 315 Asiatiques. Pour l'essentiel, les Haïtiens sont contaminés par rapports homosexuels, les Africains par rapports hétérosexuels, les Maghrébins par usage de drogue en voie intraveineuse. Ce taux ne cesse de croître : en 1999-2000, 28% des nouveaux cas diagnostiqués en France l'ont été chez des étrangers, avec une croissance de 57% chez les femmes de nationalité africaine. 35% des étrangers atteints du sida sont au chômage (contre 20% pour les Français atteints du sida).

▶ Le magazine *Forbes*, qui publie chaque année la liste des 400 Américains les plus riches, vient de recalculer ses chiffres à la suite des attentats du WTC. C'est **Bill Gates**, le PDG de Microsoft, qui perd le plus, puisque sa fortune estimée a baissé de 7 milliards de dollars (-13,3%).

▶ Après la fiche d'état civil l'année dernière, c'est au tour de la « copie certifiée conforme » de faire sa disparition, comme l'a annoncé **Michel Sapin**, ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, la semaine dernière. Une disposition visant à la « simplification des formalités administratives » mais qui ne risque que de multiplier les faux, les administrations étant désormais tenues d'accepter une simple photocopie (comme pour les allocations familiales ou la sécurité sociale par exemple).

▶ Alors même que le passage aux 35 heures entraîne de facto une augmentation du coût horaire, les 5,4 millions de fonctionnaires vont bénéficier d'une « revalorisation salariale » supplémentaire en mars 2002, c'est-à-dire juste avant les élections, d'un montant de 1%, soit le double de ce qui était prévu.

▶ Saisi par **Yves Dupont**, conseiller régional MNR de l'Eure, le tribunal administratif de Rouen a annulé fin septembre une délibération de la ville d'Evreux (alors à majorité communiste) du 15 février 2001 qui accordait une subvention municipale à six syndicats représentatifs. Le tribunal a estimé que ces subventions ne présentaient « aucun caractère d'utilité communale ».

▶ Longtemps très fortement impliqué dans le monde arabe, le groupe Bouygues est actuellement particulièrement discret sur un point : jeune ingénieur diplômé des universités américaines, **Oussama Ben Laden** a fait ses premières armes à Jeddah, en Arabie séoudite, en travaillant au sein de ce groupe.

KIOSQUE

✸ Aucun média français n'a parlé de la mise au pas de l'information, pourtant envoyée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, sous la forme d'une « recommandation » écrite à l'ensemble des radios et télévisions françaises sur « le traitement de l'information lié au contexte international actuel » : « Les événements internationaux survenus depuis les attentats qui ont eu lieu à New York et Washington le 11 septembre dernier sont tout naturellement, en France, comme ailleurs, une source d'émotion, d'inquiétude et parfois d'angoisse. Ils suscitent ou réveillent des peurs, ils sont susceptibles d'alimenter des tensions et des antagonismes au sein de la population voire d'entraîner, envers certaines communautés ou certains pays, des attitudes de rejet ou de xénophobie. Dans ce contexte difficile, le CSA […] demande à l'ensemble des opérateurs audiovisuels français de prêter […] une attention particulièrement scrupuleuse aux principes de liberté, de tolérance, de dignité des personnes, notamment des victimes, et de respect des valeurs républicaines. Cette vigilance doit concerner l'ensemble de leurs programmes et pas seulement l'information. Elle doit particulièrement s'exercer pour les émissions de débat ou de "libre parole", dans lesquelles des invités, des téléspectateurs ou auditeurs ont accès à l'antenne. »

► Certains de nos lecteurs se sont étonnés du prochain lancement d'un tri-hebdomadaire *France-Demain* par **André Bonnet**, responsable du MNR du Vaucluse et président de l'association anti-pornographique Promouvoir, alors même que son nom n'apparaît pas dans le n°0 de ce journal : **André Vendières**, le rédacteur en chef, est en réalité le pseudonyme d'André Bonnet, par ailleurs président du conseil éditorial de cette publication.

► Directeur de la stratégie éditoriale et adjoint du directeur général de *France 3* depuis novembre 1999, **Patrick de Carolis** (à qui nous consacrerons prochainement un portrait) va prendre la direction du *Figaro-Magazine*. Il connaît de longue date le groupe puisque c'est lui qui avait monté, avec **Patrice Duhamel**, **Jean-Marie Cavada** et **Philippe Ramond**, le dossier de télévision de **Robert Hersant**. Son épouse, **Carole-Anne de Carolis** a été attachée de presse sur secrétaire d'Etat à la Défense **Jacques Boyon** durant la première cohabitation.

► Journaliste influent (et franc-maçon) de *TF1*, **Charles Villeneuve** vient d'être débouté de son procès contre **Pierre Botton**, qui, dans son livre *Mes chers amis*, révélait qu'il avait bénéficié de ses largesses (deux séjours au ski, avec excursion en hélicoptère, pour lui et sa famille). Le tribunal a jugé fondées les preuves fournies par l'ancien gendre de **Michel Noir**, en profitant pour dénoncer ces « pratiques en vigueur au sein du monde de la politique et des médias ».

► Première à *La Croix*, quotidien théoriquement catholique qui vient d'engager parmi ses journalistes… un protestant, de plus engagé. **Jean-Luc Mouton**, qui a débuté, le 1er octobre, comme journaliste au service politique, dirigeait, depuis 1995, l'hebdomadaire protestant *Réforme*.

✸ Surfant sur la vague anti-arabe qui se développe en France, lancement d'un n° spécial, largement présent en kiosque, d'*Israël Magazine*, titrant *Israël et le monde libre contre la menace islamiste*, et du n°2 de *Contre-Champs*, dont les deux dossiers sont *Le Droit au retour des Palestiniens ou la destruction programmée d'Israël* et *Les Réfugiés juifs du monde arabe*, avec une subtile vidéo *Oslo ou le cheval de Troie*.

► Le magazine homosexuel *Têtu* (octobre) consacre un gros dossier au « lobby gay dans le PAF », où l'on apprend que le directeur des programmes de *France 3*, **Bertrand Mosca**, est un ancien collaborateur du *Gai Pied* et de *Fréquence gaie*.

► Directeur de *Courrier International*, chroniquer au *Monde* et collaborateur de diverses émissions de télévision, **Alexandre Adler** intègre également le comité de rédaction de *Tribune juive*. Ce « géopoliticien » prolixe a développé d'étranges thèses politico-fondamentalistes lors de l'émission *L'Invité de la rédaction* sur *Radio J* le 20 septembre dernier : « Je crois beaucoup qu'il existe des tribus perdues d'Israël, en particulier en Afghanistan où trois des grandes tribus Pathanes sont des tribus d'origine israélite. Le rabbin Israël est allé les voir à plusieurs reprises et je suis persuadé qu'il y a quelque chose à faire pour ses lointains parents […] Ce serait très intéressant si Israël envoyait des émissaires à l'issue de cette guerre, ou pendant cette guerre […] Si certains voulaient s'établir en Israël, moi je pense que ce serait une chose extraordinaire. » Aucun ethnologue n'a pourtant jamais pris au sérieux cette thèse de « tribus perdue » en Afghanistan.

► La nouvelle vedette de rentrée de la chaîne thématique *Comédie!* est **Cyril Hanouna**, qui présente *La Pub, c'est ma grande passion*. Originaire de Tunisie, il fut animateur à *Shalom Loisirs*, avant de collaborer, durant deux années, avec **Dominique Farrugia**.

► La revue identitaire de l'Ouest français *Utlagi*, qui vient de sortir un excellent numéro partiellement consacré à **Olier Mordrel**, lance un calendrier perpétuel avec au choix les prénoms normands ou bretons (50 F, BP 35505 Vitré cedex).

► En quelques numéros, *Le Petit royaliste* s'est imposé comme l'une des meilleures revues réalisées par et pour la jeunesse catholique (Ecole catholique Saint Michel, Surins, 26250 Niherne). Autre revue pour la jeunesse catholique, l'excellente revue alsacienne, *La Petite lanterne*, sous-titrée « une lumière chrétienne d'Alsace », dont le dernier n° comprend de grands articles sur l'Assomption de la Vierge et Medjugorje (**F. Schwab**, 67140 Mittelbergheim).

► Aux Editions de la forêt (69380 Saint-Jean-des-Vignes), **Pierre Vial**, fondateur de l'association culturelle Terre et Peuple, coordonne *Païens*, recueil d'une douzaine de textes d'auteurs (dont **Robert Dun**, **Jean Haudry**, **Jean Mabire**, **Jean-Claude Valla**, **Pierre Krebs**, **Bernard Marillier**, etc.) sur leur vision du paganisme et la manière dont ils le vivent.



KIOSQUE

► Dans la collection *Mémoires de l'histoire* des Editions Ouest-France, publication d'un remarquable ouvrage, très richement illustré, intitulé *Nos ancêtres les Gaulois* et signé par **Renée Grimaud** (déjà auteur de *Sous nos pas, la Gaule* chez Hatier) Fruit des plus récentes découvertes archéologiques, cet ouvrage va à l'encontre de la plupart des mythes encore diffusés dans les manuels scolaires (comme le Gaulois brutal, indiscipliné et fruste ou le sanglier, plat favori des Gaulois, alors qu'ils n'en mangeaient pratiquement jamais puisqu'il était vénéré pour sa force et son courage, figurant sur les monnaies et les enseignes). Comme l'écrit l'auteur : « Que reste-t-il à découvrir de "nos ancêtres les Gaulois"? Tout, ou presque tout. »

► Sortie du premier volume de la *Correspondance* de **Paul Léautaud** (1872-1956), écrivain mysogine d'un mépris total pour les « gensdelettres », chez 10/18, suivie par un second tome fin octobre, dont les écrits retrouvent une nouvelle jeunesse avec la sortie de ses entretiens radiophoniques (cf *F&D* 117).

► Ayant bénéficié d'un généreux accès aux archives du PC et en ayant rencontré nombre des responsables des années 70-80, **Thomas Hofnung**, journaliste à *Libération*, propose à L'Archipel une biographie de *Georges Marchais, l'inconnu du Parti communiste français* (notes, chronologie, bibliographie, index). Cet ouvrage, évidemment beaucoup plus détaillé que l'unique biographie, parue en 1980 chez Albatros, *L'Impossible biographie de Georges Marchais* de **Nicolas Tandler** (qualifiée très tendancieusement de « pamphlet »), se révèle toutefois incapable de répondre à la principale question qu'on s'est toujours posée sur le secrétaire général du PCF : Qu'a fait **Georges Marchais** de la fin de 1943 au printemps 1945?

► Internet. 1) Etude très détaillée sur la législation de la cryptographie en Belgique et en France à *www.fu-berlin.de/jura/netlaw/publikationen/downloads/ws96-balthazar.doc* 2) Librairie spécialisée dans les bunkers : *www.fortress-books.com* 3) Biographie « non autorisée » de **George W. Bush** : *www.tarpley.net/bushb.htm* 4) Excellents liens sur les aspects cachés des récents attentats aux Etats-Unis : *http://mind-gallery.com/hiddenroom/9-11attachs.html*

✸ Le nouveau logiciel de Microsoft, *Frontpage 2002*, qui permet de construire des sites Internet interdit à son utilisateur (ce qui permet des poursuites en cas de non-respect de cette clause figurant dans le manuel du logiciel) son utilisation pour fabriquer des sites faisant « la promotion du racisme, de la haine ou de la pornographie ».

► Afin d'interdire les connections au site suprémaciste américain Front14, au centre d'un procès, en France, pour hébergement de sites non-conformes politiquement (notamment en langue française), le Groupement d'intérêt public Renater, qui gère les connections de l'ensemble des universités françaises et de multiples organismes (CNRS, INRA, CEA) a fait disparaître 8000 sites de son réseau en raison d'un mauvais réglage du système de filtrage adopté.

► **Bertrand Tavernier** prépare le tournage de *Laissez-passer*, l'histoire de la Continental, cette société de production allemande qui finança, durant l'Occupation, de nombreux films français dont *Le Corbeau* d'**Henri-Georges Clouzot**.

► L'histoire littéraire s'efface devant le secret médical : la Bibliothèque nationale d'Oslo a décidé que la psychanalyse de l'écrivain norvégien **Knut Hamsun**, prix Nobel de littérature 1920 pour *La Faim*, ne sera pas publié afin de ne pas violer l'éthique médicale. Hamsun, qui opta par la suite pour le national-socialisme, avait entrepris en 1926, à 67 ans, une psychanalyse avec l'analyste **Johannes Irgens Stroemme**. Afin de ne pas avoir à juger cette gloire nationale, la justice d'après-guerre avait préféré le déclarer sénile et l'emprisonner dans un asile (dont il devait tardivement finir par sortir, rédigeant alors *Par les sentiers où l'herbe repousse*, démontrant *a contrario* qu'il n'était ni fou ni sénile).

► Deux expositions importantes sont actuellement consacrées au peintre allemand **Arnold Böcklin** (1827-1901), dont les tableaux fascinèrent bon nombre des représentants de la Révolution conservatrice allemande et des dirigeants nationaux-socialistes, à commencer par **Adolf Hitler** lui-même (sujet évidemment passé sous silence dans les catalogues) : *Arnold Böcklin (1827-1901), un visionnaire moderne*, au Musée d'Orsay (jusqu'au 13 janvier 2002) et *Un Siècle d'hommage à "L'Ile des morts" d'Arnold Böcklin*, au Palais épiscopal de Meaux (jusqu'au 6 janvier 2002, tel. : 01 63 34 84 45. Fermé les dimanches, lundi matin et mardi!).

► Le dessinateur **Hansi** est à l'honneur à Colmar, avec une très belle exposition à la Bibliothèque municipale, où sont présentées plus de 300 œuvres originales, l'émission d'une enveloppe avec timbre premier jour et l'inauguration d'un superbe buste dans le square attenant à la place Rapp, face à l'immeuble où il habitait et qui se visite (5 rue Mercière). Il existe également un Musée Hansi (16 rue du général De Gaulle, 68340 Riquewihr).

✸ Le remarquable film *L'Anglaise et le duc*, véritable monument contre-révolutionnaire du cinéaste **Eric Rohmer**, a été descendu en flammes sans surprise dans le n° d'octobre de *Ras l'front*… dont l'un des principaux collaborateurs, **René Monzat** (dit aussi **Raymond la science**), n'est autre que le propre fils du cinéaste!

► Situé à quelques centaines de mètres du site original, un Altamira bis (à la manière de la copie de Lascaux) a été inaugurée en Espagne, fin juillet, par le roi **Juan Carlos**, avec réhabilitation complète du musée et ouverture de la « *neocueva* » présentant plus de 800 m² de peintures réalisées entre 18 000 et 15 000 avant notre ère (Tel. : 34 942 81 80 05, tlj sf le lundi, 9h30-19h30).

► Nous rappelons que nous diffusons une lettre d'informations régulières sur *Internet* comprenant les documents trop volumineux pour être inclus dans notre formule papier. S'inscrire auprès de notre site Internet *www.faits-et-documents.com*



POLITIQUEMENT INCORRECT



Lors de la rencontre « amicale » opposant les équipes nationales de football française et algérienne, le 6 octobre, au Grand Stade de Saint-Denis, *La Marseillaise* a été sifflée. En revanche, première dans l'histoire du football français, *Kassamen*, l'hymne national algérien a été interprété par une chorale d'hommes en blanc de la préfecture de police de Paris, hymne repris en cœur par la majorité des 75 000 spectateurs. Les champions du monde ont pratiquement tous été hués par la foule, hormis son capitaine, **Zinédine Zidane**, d'origine algérienne. Il était prévu (selon l'*AFP*), en cas de victoire de l'équipe d'Algérie, un déferlement sur les Champs-Elysées comme pour la Coupe du monde en 1998. Comme devait l'indiquer le joueur **Robert Pires**, sur *TF1*, « il faut dire qu'on jouait un peu à l'extérieur… » Quant à l'*AFP*, elle ajoute : « C'était quasiment le stade du 5-juillet à Alger. La France a joué comme si elle était loin de ses bases ». Comme on peut supposer que peu de supporters algériens avaient pu s'offrir le voyage par avion, ce match aura eu le mérite, comme le dit l'*AFP*, de « mettre à nu les contradictions identitaires des Algériens de France ou des Français d'origine algérienne, soit au total plusieurs millions de personnes ».

▶ La Stasi récupérait les dents en or. L'historien **Andreas Weigelt** a révélé, dans *Bild* du 4 octobre, que la police secrète est-allemande a fait prélever au début des années 70 toutes les dents en or sur les squelettes de déportés retrouvés au camp de Jamlitz afin d'être remises à la direction financière de la Stasi à Berlin.

▶ Le Portugal a décidé d'interdire la fessée (sous couvert de l'interdiction de l'« usage de châtiments corporels dans la société) » (le rapport complet est sur *unog.ch/news/documents*).

▶ Dans *Les Cahiers du cinéma* d'octobre, **Claude Lanzmann**, est interviewé à l'occasion de la sortie, le 17 octobre, de son nouveau film holocaustique *Sobibor, 14 octobre 1942, 16 h*. Outre qu'il dédouane Israël (et notamment le général **Ariel Sharon**) de toute responsabilité dans les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila (« Des Arabes chrétiens ont tué des Arabes musulmans »), le cinéaste révèle que « des troupeaux d'oie étaient là (à Sobibor) pour couvrir les cris des Juifs qu'on assassinait ».

▶ Le commerce ne perd jamais ses droits : 1) Tout nouvellement créé, le site Internet *www.benladen.com* renvoie automatiquement sur un site X payant. 2) Huit minutes après les attentats aux Etats-Unis, un Américain du New Jersey, **Michael Heiden**, a déposé la marque World Trade Center dans la catégorie des titres de films, séries ou documentaires télévisuels.

▶ *La Provence*, quotidien le plus diffusé dans les Bouches-du-Rhône, département à forte communauté maghrébine, a suggéré peu ou prou, à la suite des attentats aux Etats-Unis, d'interrompre la tournée locale du spectacle *Les Dix Commandements*, qui relate le combat de Moïse avec les Hébreux contre les Egyptiens, afin de ne pas choquer les sensibilités locales.

▶ Le ministère de la Justice met, sur son site (*www.justice.gouv.fr/arbo/musee/themes/detenus*), à l'honneur douze « détenus célèbres », parmi lesquels figurent, certes **Alfred Dreyfus**, mais surtout **Louis-Ferdinand Céline**, **Charles Maurras** et **Robert Brasillach**.

▶ La mairie de Nottingham était très fière de ses 215 parcmètres solaires installés en début d'année, jusqu'à ce qu'elle découvre à la fin de l'été une très nette baisse des recettes : faute de soleil en Grande-Bretagne, plusieurs milliers d'automobilistes pouvaient se garer gratuitement, les batteries solaires étant déchargées.

▶ La famille **Golly**, sujet de multiples histoires pour enfants depuis une centaine d'années, est en passe de disparaître en Grande-Bretagne. Alors que les membres de cette famille ornaient ses pots depuis 91 ans, le plus célèbre producteur de confiture d'oranges, Robertson's, vient de supprimer ces figurines sous la pression des organisations antiracistes. Les poupées qui les représentaient devraient prochainement disparaître de la vente, alors même qu'il existe des « fan-clubs » pour les 20 millions d'exemplaires qui ont été vendus au cours des années. Raison de cette ire : cette famille sympathique est noire (voir *www.sterlingtimes.co.uk/golliwog.htm*).



▶ Plusieurs concerts du plus célèbre compositeur contemporain allemand, **Karlheinz Stockhausen**, viennent d'être annulés à la suite de ses déclarations à la presse, le 16 septembre : « Ce à quoi nous avons assisté, et vous devez désormais changer totalement votre manière de voir, est la plus grande œuvre d'art jamais réalisée : que des esprits atteignent en un seul acte ce que nous musicien ne pouvons pas concevoir, que des gens s'exercent fanatiquement pendant dix ans, comme des fous, en vue d'un concert, puis meurent […] Face à cela, nous autres compositeurs, nous ne sommes rien. »

Faits & Documents, bimensuel édité par Faits & Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09, France. Tel/fax : 01 40 16 80 92
Directeur de publication : Emmanuel Ratier. Site Internet : *www.faits-et-documents.com*
© Faits & Documents 2001. Reproduction strictement interdite.
E-Mail : *eratier@faits-et-documents.com*
Mis en page par Rivoal Communication. Commission paritaire N°76-548. ISSN 1268-5690. Imprimé par Dalex, Montrouge.
Abonnement annuel (21 n^os + 1 index) : 495 F (soutien : 650 F); 6 mois (10 n^os) : 300 F; 3 mois (5 n^os) : 200 F.